

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Parc éolien des Longues Roies

43 bd des bouvets
CS 90310
92000 Nanterre

Références : D2 e 2025-729
Code AIOT : 0005704882

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement SAS Parc éolien des Longues Roies implanté Parc éolien des Longues Roies 51240 Songy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Parc éolien des Longues Roies
- Parc éolien des Longues Roies 51240 Songy
- Code AIOT : 0005704882
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien des Longues Roies est un parc éolien de 13 éoliennes à Songy, autorisé par arrêté préfectoral du 22 juillet 2016.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
2	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors d'un passage sur le territoire de la commune de Songy, l'Inspection des Installations classées a constaté que la porte d'accès à l'éolienne référencée E6 du parc des Longues Roies était restée ouverte en l'absence de toute personne de l'entreprise. Ce constat constitue un manquement grave à la sécurité du parc et des tiers au regard des dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. De plus les consignes de sécurité prescrites par l'article 14 de l'arrêté ministériel susvisé à observer par les tiers étaient totalement illisibles.

Ainsi, il a été demandé à l'exploitant de procéder immédiatement à la mise en sécurité du site et des installations par la fermeture de la porte d'accès, de justifier de cette action par l'envoi dans les meilleurs délais de photos et enfin de mettre en œuvre des mesures techniques (pose de capteurs/contacteurs, de détecteurs...) ou organisationnelles (procédures "qualité") permettant d'éviter que cette situation ne se reproduise.

Lors du contradictoire du rapport d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir refermé la porte d'accès à l'éolienne E6. Une photographie horodatée du 11 juin 2025 attestant de cette fermeture a été envoyée à l'inspection le 16 juin 2025. Afin d'éviter que cette situation ne se reproduise, un courrier a été adressé à l'équipe de maintenance afin de rappeler l'importance de la vérification systématique de la fermeture des portes après chaque intervention.

Par ailleurs, l'inspection a demandé à l'exploitant, lors de l'envoi du rapport d'inspection le 2 juillet 2025, de respecter les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 (affichage des consignes et informations de sécurité).

Le 18 juillet 2025, lors du contradictoire du rapport d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir passé commande auprès d'une entreprise spécialisée en date du 10 juillet 2025 pour la production et le remplacement de l'ensemble des panneaux d'information. Le bon de commande d'achat signé détaillant les conditions générales a été transmis à l'inspection.

Ainsi, l'inspection constate que les non conformités observées lors de la visite ont été levées, et ne propose pas de suites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées

d'accéder aux équipements.
<p>Constats :</p> <p>Lors d'un passage sur le territoire de la commune de Songy, l'Inspection des Installations classée a constaté que la porte d'accès à l'éolienne E6 du parc des Longues Roies était ouverte. Ce constat constitue une non conformité aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatives notamment aux mesures de sureté et sécurité du site.</p> <p>L'inspection a prévenu l'exploitant qui a envoyé une équipe de maintenance sur site pour vérifier l'état de fermeture des portes le jour du constat de l'ouverture de la porte d'accès à l'éolienne E6. Cette éolienne a été immédiatement refermée. Une photographie horodatée du 11 juin 2025 attestant de cette fermeture a été envoyée à l'inspection le 16 juin 2025.</p> <p>L'inspection, suite à la visite, a demandé à l'exploitant de prendre toutes mesures nécessaires (techniques ou organisationnelles) afin qu'une telle situation ne se reproduise pas. Lors du contradictoire du rapport explicitant cette demande, l'exploitant a indiqué avoir pris les mesures nécessaires. En effet, l'exploitant a envoyé un courrier adressé à l'ensemble de l'équipe de maintenance afin de rappeler l'importance de la vérification systématique de la fermeture des portes après chaque intervention.</p> <p>L'inspection constate ainsi que le parc ne présente pas de non conformité sur cet article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Identification des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection inopinée, l'Inspection des installations classées a constaté que les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 n'étaient pas respectées (consignes et informations de sécurité totalement illisibles).</p> <p>Ces prescriptions sont primordiales à l'information des tiers et du personnel de l'entreprise, et elles définissent les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale (avec en particulier le contact de l'exploitant à joindre en cas d'anomalie sur le parc), mais aussi des mises en garde relatives aux risques encourus par les tiers (risques d'électrocution, risque de chute de glace).</p>

Ce constat constitue un manquement grave à la sécurité du site.

L'inspection a donc, suite à la visite, proposé une mise en demeure de se conformer aux prescriptions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. Lors du contradictoire du rapport de visite, le 18 juillet 2025, l'exploitant a indiqué avoir passé commande auprès d'une entreprise spécialisée pour la production et le remplacement de l'ensemble des panneaux d'information. Le bon de commande d'achat signé le 10 juillet 2025 et détaillant les conditions générales a été transmis à l'inspection.

Ainsi, le parc éolien ne présente pas de non conformité au regard de cet article.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre des photographies attestant de la mise en place des panneaux d'information dès leur installation.

Type de suites proposées : Sans suite